CONSEIL de TOULOUSE METROPOLE du 17 octobre 2024 Intervention d'Odile Maurin

4.1 Présentation du Rapport Développement Durable 2024 de Toulouse Métropole - DEL-24-0539

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Il est toujours intéressant d'analyser la portée réelle de votre conversion subite à l'écologie depuis les municipales de 2020. Ainsi que votre art consommé et votre capacité de reprocher aux autres vos propres turpitudes. Car, en vérité, votre écologie, elle est élitiste et punitive, quand elle ne relève pas du darwinisme social.

Alors que la destruction des écosystèmes, les pollutions et la disparition des espèces ont atteint des niveaux jamais égalés, dans un contexte de tensions sociales qui s'amplifient et d'une crise financière au cœur de toutes les inquiétudes, l'engouement pour le développement dit durable est néanmoins problématique.

Comment, en effet, l'horizon normatif, qui depuis plus de vingt ans est censé assurer un équilibre à la fois économique, social et environnemental, a-t-il eu si peu d'effets ? Faire du développement durable, est-ce agir pour l'environnement ? Contrairement à ce que la majorité des discours sur le développement durable laisse entendre, loin d'être un problème de délai dans la mise en œuvre, c'est, en fait, la définition même du concept et les principaux développements théoriques et instruments de politique qui l'ont accompagné, qui tendent à limiter la prise de responsabilité directe sur les questions d'environnement.

Cette dynamique relève d'un double mouvement, la récupération d'une critique écologique jugée trop radicale, et la volonté de contrôle par des opérateurs privés du processus de production des normes, ainsi que de leur institutionnalisation au travers d'une gouvernance qui ne remet pas profondément en cause leur logique de développement et de profit.

Cette dynamique s'illustre par le fait que, malgré votre promesse de campagne, vous n'êtes toujours pas personnellement pilote de la politique environnementale de la métropole, et on ne vous voit d'ailleurs jamais dans les commissions en lien avec l'écologie et le développement durable. Il vous aura aussi fallu 4 ans pour proposer une direction générale adjointe de la transition.

Il est symptomatique que cette nouvelle direction parle de transition écologique alors que l'urgence climatique et l'urgence par rapport à la biodiversité appelle plutôt à une révolution qu'à une transition. Symptomatique aussi de voir qu'y compris en matière de label basé sur le greenwashing, vous n'arriviez qu'à 3 étoiles sur 5 en 2019, et que vous en soyez encore en 2024 à viser une 4ème étoile sur 5.

A aucun moment vous n'interrogez la logique d'hypermétropolisation et la logique d'attractivité que vous continuez à soutenir à coup de millions, alors que vous la présentez comme une attractivité naturelle. La contribution de la métropole à l'agence d'attractivité, uniquement pour la partie service public, ce n'est pas moins de 6 millions d'euros par an. Vous osez même dire que le PLUiH s'inscrira dans un urbanisme sobre, durable et favorable à la santé alors même que vous ne prenez même pas les plus petites mesures qui permettraient déjà d'éviter des centaines de mort chaque été à cause de la canicule.

Pour rappel, j'avais proposé que Toulouse Métropole aide financièrement les bailleurs à équiper les logements des personnes les plus fragiles, âgées, malades, handicapées, de ventilateurs de plafond, dit braseurs d'air, pour améliorer le confort d'été sans rejeter de gaz à l'extérieur et sans augmenter les ilots de chaleur comme le fait la climatisation. Alors qu'il s'agissait d'une dépense mineure, vous n'avez même pas fait cet effort-là, montrant la réalité de votre politique et votre intérêt pour les populations les plus fragiles.

Sur la politique des grands parcs, sur le papier c'est une excellente mesure. Mais il y a encore trop de discontinuités que le futur PLUiH ne résout pas et surtout, vous continuez chaque jour à abattre de nouveaux arbres anciens niant le rôle essentiel qu'ils jouent. Et vous continuez de prétendre que plusieurs jeunes arbres plantés peuvent remplir les mêmes missions qu'un seul arbre ancien. Quant à votre stratégie de construction durable, vous ne ferez que respecter des normes déjà obligatoires sans prendre les mesures nécessaires pour faire autre chose que de l'écologie de communication.

Sur la question de l'eau, je l'évoquerai dans une autre délibération.

Il est temps aujourd'hui de proposer des alternatives désirables à nos concitoyens sans leur mentir et sans leur faire espérer qu'il serait possible de continuer à vivre, comme nous le faisons depuis trop longtemps, au détriment de la préservation de la biodiversité et en déréglant le climat.

Je vous invite plutôt à vous intéresser à la décroissance. Et je précise tout de suite, la décroissance ce n'est pas retourner vivre dans les cavernes avec les lampes à huile. La décroissance ou post-croissance c'est un réajustement de la taille des économies en fonction de la capacité de charge des écosystèmes. Il faut éviter de confondre économie en décroissance et économie de la décroissance basée sur les valeurs et principes d'autonomie, de sollicitude, de suffisance, de sobriété, d'anticapitalisme et de convivialité. En effet, la croissance n'éradique plus la pauvreté, ne réduit plus les inégalités, ne diminue plus le chômage, et n'est pas la seule solution pour financer les budgets publics. Et planifier une transition écologique tout en tentant de maximiser le PIB, c'est comme essayer de freiner en augmenter la vitesse.

Il ne suffit pas d'inciter à des gestes individuels comme récupérer l'eau de pluie pour ses toilettes ou faire du vélo pour mettre l'économie en décroissance. Il faut aussi (et surtout) repenser notre relation au travail, à la propriété, et à la monnaie, imaginer de nouveaux modèles d'entreprise et de financement public, et partager les richesses.

On l'oublie trop souvent, mais la politique économique doit être un moyen, et non une fin.